

Source : https://www.euractiv.fr/section/climat/news/polands-climate-diplomacy-restraints-because-of-governmental-conflict/?utm_source=EURACTIV&utm_campaign=ac8c02a841-RSS_EMAIL_FR_Derni%C3%A8res_infos&utm_medium=email&utm_term=0_c59e2fd7a9-ac8c02a841-115013739&fbclid=IwAR0e6aIGwY5TSbKs5R3Tk8cRVudGQECZzHhZ0yGnHeZMqxIbpE7o5fAkKJg

Téléchargement 27 10 2018

La diplomatie climatique polonaise minée par le charbon

Par : [Claire Stam](#) | [EURACTIV.com](#) | translated by [Méline Gadji](#)

26 oct. 2018



Selon le think tank polonais Forum Energii, la part du charbon dans le mix énergétique polonais est tombée à 78,4 % en 2017. [Anna Uciechowska]

Langues : [English](#) | [Deutsch](#)

Les efforts de la présidence polonaise de la COP24 sont entravés par la politique énergétique pro-charbon de Varsovie. Ce qui hypothèque les négociations de Katowice.

Une réunion pré-COP24, qui s'est tenue à Cracovie le 24 octobre, a fait apparaître des négociations à plusieurs vitesses. La conférence de l'ONU sur le climat de cette année, qui aura lieu à Katowice, a pour but d'établir un « cahier des charges » pour la mise en application de l'Accord de Paris.

« Si les négociateurs ne parviennent pas à se mettre d'accord, la communauté internationale percevra cet échec comme celui de la Pologne », a regretté une source proche du gouvernement polonais à *Euractiv*, sous couvert d'anonymat.

Le gouvernement polonais fera donc tout son possible pour s'assurer que les orientations soient adoptées malgré les tentatives internes visant à les affaiblir, a ajouté la source.

Conflit interne

La Pologne, pays dépendant du charbon, présidera la COP24 du 2 au 14 décembre à Katowice. L'événement est considéré comme la plus importante négociation internationale sur le climat depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015.

Michał Kurtyka, secrétaire d'État au ministère polonais de l'Environnement, a été nommé président de la COP24. En tant que tel, il jouera un rôle central dans le succès – ou l'échec – de la conférence onusienne, en supervisant les travaux et en faisant office de médiateur en cas de problèmes.

Le ministre polonais de l'Énergie ne lui facilite cependant pas la tâche, a déclaré cette source.

« D'un côté, le ministère de l'Environnement lutte contre le charbon et se concentre clairement sur la COP24, et de l'autre, le ministère de l'Énergie fait la promotion des combustibles fossiles », explique-t-elle.

« Cette situation donne une image conflictuelle de la Pologne sur la scène européenne et internationale. De plus, les efforts diplomatiques de la présidence polonaise de la COP24 sont entravés », a ajouté la source.



La Pologne menacée de sanctions pour sa gestion de la forêt de Białowieża

La Cour de justice européenne a jugé que l'abattage d'arbres dans la forêt polonaise de Białowieża était contraire au droit européen. Si le gouvernement n'y met pas fin immédiatement, de lourdes amendes pourraient suivre ce jugement.

Il y a du pain sur la planche

Le 30 avril, le gouvernement polonais a désigné Michał Kurtyka comme président de la COP24. En juillet, le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, l'a nommé secrétaire d'État au ministère de l'Environnement, poste qu'il occupe maintenant après avoir été pendant deux ans et demi vice-ministre de l'Énergie.

« Depuis sa nomination, Michał Kurtyka a passé beaucoup de temps à défendre ses intérêts au sein du gouvernement national. Ce n'est qu'en août qu'il a mis en place une équipe de coordination pour la COP24 », indique la source.

Pourtant, un nouvel élan est indispensable, la pression sur les négociateurs s'intensifiant avec le peu de progrès enregistrés à la fin de la pré-COP.

« Nous avons encore beaucoup de détails minutieux à étudier avant le début de la COP24, le 2 décembre », a déclaré Jochen Flasbarth, secrétaire d'État allemand au ministère de l'Environnement.

Pour Jochen Flasbarth, si les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique sont fixés au niveau national, il faut encore réfléchir à une mise en œuvre, une quantification et un suivi contraignants pour tous au niveau international. L'une des questions importantes toujours en suspens reste la conciliation des objectifs climatiques nationaux avec les lois internationales de transparence.

« La transparence dans la mise en application des objectifs est le gage de fiabilité de la volonté de chacun à protéger notre environnement », estime Flasbarth.

Du 22 au 24 octobre, ministres et chefs de délégation de 37 pays se sont réunis en urgence à Cracovie afin d'accélérer le processus de négociation.

La réunion s'est déroulée dans un contexte d'angoisse climatique galopante suite à la publication d'un rapport très attendu du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ce rapport a souligné que des efforts d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent étaient la seule chance de maintenir le réchauffement planétaire en dessous de 1,5°C.



Le GIEC lance l'alerte de la dernière chance sur le climat

Un réchauffement de plus de 1,5°C aurait des conséquences tragiques. Seule une transformation immédiate à l'échelle planétaire permettra d'éviter le pire, selon les experts du GIEC. Un article de notre partenaire, *Climate Home News*.

La mission de la COP24 sera donc de transformer quelque 300 pages de négociations des « règles d'application de l'Accord de Paris » en lignes directrices cohérentes.

En l'état actuel des choses, l'accord stipule que chaque pays doit établir son programme ainsi que sa contribution dans la lutte contre le réchauffement climatique, et en rendre compte régulièrement. Il ne précise pas les outils à utiliser et ne pose aucun cadre juridique pour un quelconque suivi.

Le texte précise toutefois que chaque nouvel objectif doit aller au-delà de ceux précédemment fixés, renforçant ainsi l'ambition climatique des pays à chaque COP.

Contexte

Les chefs d'État européens ont consacré au climat les deux derniers paragraphes des conclusions du Conseil du 18 octobre. Prenant acte [du rapport du GIEC](#), ils ont suivi les conclusions adoptées le 9 octobre par les ministres de l'Environnement. Ces conclusions stipulent que l'UE est prête à « communiquer ou actualiser » ses contributions nationales à la lutte contre le changement climatique d'ici 2020. Les États membres sont invités par de nombreux observateurs à relever leurs ambitions, l'augmentation de la température ayant déjà atteint un niveau alarmant.

Ester Asin, directrice du bureau de politique européenne du WWF, a déclaré que son organisation était heureuse de voir les États membres approuver sans équivoque les conclusions du rapport spécial du

GIEC sur 1,5°C.

« Nous sommes cependant sur la bonne voie pour un réchauffement de plus de 3°C, et il ne suffira pas de s'inquiéter pour inverser cette tendance - seules des mesures politiques immédiates permettront un changement de cap. Nous exhortons donc les États membres à donner suite à ces déclarations en décembre en s'engageant à faire preuve d'une plus grande ambition lors de la COP24 et en élaborant une stratégie climatique à long terme qui réponde à l'urgence, une stratégie qui vise des émissions nettes zéro d'ici 2040 », a-t-elle poursuivi.